



KPMG Sénégal

Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République 3^{ème}
Etage Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486242 S 3 RC : SN -DKR -2003- B 4429

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2014**

**GROUPE III
AUTORITE SENEGALAISE DE
RADIOPROTECTION ET DE SURETE
NUCLEAIRE
(ARSN)**

RAPPORT DEFINITIF

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

*Ce document contient 25 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OSF/2015-07/743*



DIAGNE & SARR KPMG Conseils S.A.
Cabinet Sénégalais membre
KPMG International
une coopérative de droit suisse

Société anonyme d'expertise
comptable –commissariat aux
comptes à Conseil d'Administration

Inscrit au Tableau de l'Ordre national
des Experts Comptables et Comptables
Agrées du Sénégal

Siège Social 83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons S.A. 3^{ème} Etage BP: 2395
Dakar

Capital : 10.000.000 FCFA
NINEA : 22486242 S 3

SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	15
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	16
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	16
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	16
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	16
3.1.6 Archivage des dossiers	16
3.1.7 Autres	16
3.2 Constats spécifiques aux marchés revus	17
3.2.1 Echantillon	17
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	18

3.2.3.1	Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.3.2	Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.4	Marchés conclus par AOR	18
3.2.5	Marchés de prestations intellectuelles	18
3.2.6	Marchés conclus par DRP	18
3.2.7	Marchés passés par Entente Directe	18
3.2.8	Avenants	18
3.2.9	Evaluation des fractionnements potentiels	18
3.2.10	Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP	19
3.3	Constats relatifs à l'exécution financière	19
3.4	Constats relatifs à l'Inspection physique	19
4.	SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	20
5.	SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	21
6.	STATISTIQUES DES ANOMALIES	22
7.	ANNEXES	23
7.1	Réponses de l'Autorité Contractante	23
7.2	Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante	25

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
ARSN	Autorité Sénégalaise de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.









1.2 Objectifs de la mission





La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :





-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
-  dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
-  examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

-  examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
-  examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
-  évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
-  faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :




-  La vérification, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
-  la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
-  l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
-  En fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS




2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :


-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

 les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

 Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

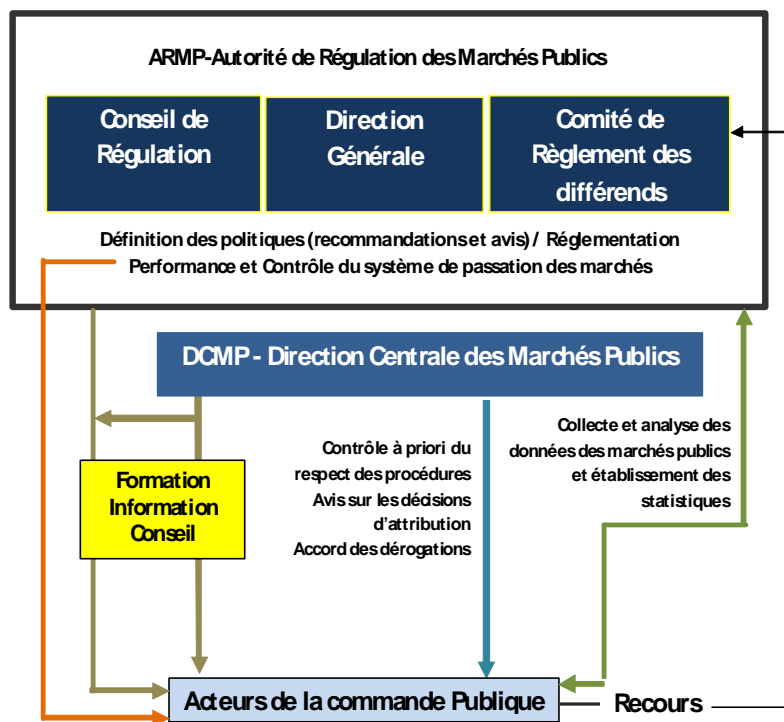
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

 l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :





Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



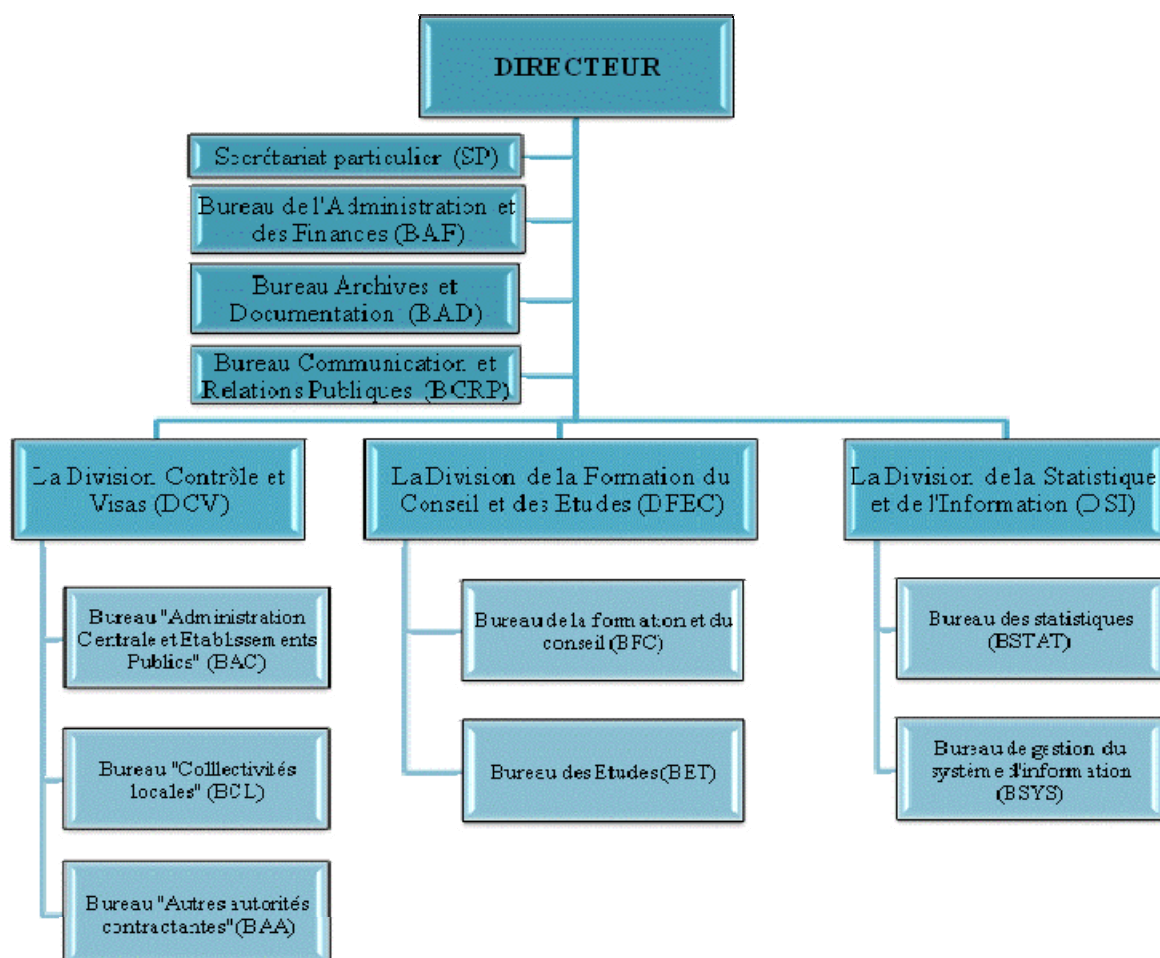
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

-  d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
-  d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
-  d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
-  de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

L'Autorité sénégalaise de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (ARSN) est un établissement public à statut spécial, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est placée sous l'autorité du Premier Ministre. Elle est régie par les dispositions des Lois relatives à la sécurité en matière nucléaire et à la radioprotection.

L'ARSN assure au nom de l'Etat, le contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection au Sénégal pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement, face aux risques liés aux activités nucléaires. Elle contribue également à l'information et la sensibilisation des citoyens.

Elle apporte son concours, donne des conseils et fournit des informations sur toute question de sûreté notamment dans les domaines suivants :

1. Protection de l'environnement ;
2. Santé publique et santé au travail ;
3. Planification et préparation des situations d'urgence ;
4. Gestion des déchets radioactifs (y compris la définition d'une politique nationale) ;
5. Responsabilité civile (y compris l'application des règlements nationaux et des conventions internationales concernant la responsabilité civile) ;
6. Protection physique et garanties ;
7. Utilisation de l'eau et alimentation ;
8. Utilisation des sols ;
9. Sûreté du transport des marchandises dangereuses.

L'A.R.S.N. est chargée de la mise en œuvre de la politique définie par le Président de la République dans les domaines de la radioprotection et de la sûreté nucléaire ; ses missions s'articulent autour de trois axes essentiels que sont : la réglementation, le contrôle et l'information du public. L'A.R.S.N. est chargée :

- d'élaborer et de proposer au Chef de l'Etat la politique nationale dans le domaine de la radioprotection, de la sûreté radiologique et nucléaire, de la sécurité des sources de rayonnements ionisants ainsi que de la gestion des déchets radioactifs ;
- d'élaborer et de proposer au Chef de l'Etat la réglementation en ce qui concerne les principes et critères de la sûreté et la sécurité des sources de rayonnements ionisants ainsi que la sûreté des déchets radioactifs et du transport des matières radioactives ;
- de délivrer des autorisations individuelles, des licences, des notifications, d'accorder des exemptions, de modifier, de suspendre ou d'annuler des autorisations dans le domaine des applications de l'atome entrant dans le cadre d'activités médicales, industrielles et de recherche ainsi que du transport de substances radioactives ;

- de s'assurer que les utilisateurs de rayonnements ionisants, les exploitants d'installations nucléaires ou les expéditeurs de matières radioactives, exercent pleinement leurs responsabilités et leurs obligations en matière de radioprotection et de sûreté nucléaire ; - d'inspecter les sites ou installations susceptibles d'abriter des sources de rayonnements ionisants en vue d'évaluer les conditions de sûreté radiologique et la conformité à la réglementation et aux autres exigences spécifiques contenues dans les autorisations ;
- de fixer, d'instaurer et de percevoir des taxes pour les autorisations et autres agréments
- d'établir et de tenir à jour un registre national des sources de rayonnements ionisants et de collecter toute information dans le domaine de la radioprotection et de la sûreté radiologique et nucléaire ;
- de participer à l'information du public, en particulier en situation d'urgence radiologique ou nucléaire ;
- d'assister le gouvernement, en adressant notamment aux autorités compétentes, ses recommandations sur les mesures à prendre sur le plan médical et sanitaire ou au titre de la sécurité civile et environnementale ;
- de prendre les mesures de coercition (mise à demeure, consignation, exécution d'office de travaux, suspension de fonctionnement, etc...) et les sanctions nécessaires et mesures d'urgence avec homologation gouvernementale ;
- d'échanger des informations et de coopérer avec les autorités de réglementation des autres pays ainsi que les organisations internationales dans le domaine de la sûreté radiologique, de la sûreté nucléaire et la sécurité des sources de rayonnements ionisants et particulièrement avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.).

Au titre de la sûreté et de la radioprotection, l'ARSN est chargée du contrôle :

- des installations nucléaires industrielles, minières, hospitalières et de recherche depuis leur conception jusqu'à leur démantèlement ;
- des équipements sous pression spécialement conçus pour ces installations ;
- de la gestion des déchets radioactifs ;
- du transport des substances radioactives. L'A.R.S.N. établit un rapport annuel d'activités qu'elle transmet au Président de la République, au Premier Ministre et au Parlement.

3.1.2 Commission des marchés

L'ARSN n'a pas mis en place une Commission des Marchés en violation de l'article 35 du CMP.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

L'ARSN n'a pas mis en place une Cellule de passation des marchés en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

L'ARSN a passé deux demandes de renseignements et de prix et n'a donc pas élaboré de rapports trimestriels, ni de rapport annuel.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

A défaut de budget, l'ARSN n'a pas produit de plan de passation des marchés pour la gestion 2014.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

A défaut de budget, l'ARSN n'a pas publié d'Avis Général de Passation des Marchés.

3.1.6 Archivage des dossiers

Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures concernant l'archivage des deux dossiers de DRP.

3.1.7 Autres

Nous avons obtenu les documents demandés relatifs à la comptabilité,

- Etats financiers,
- Balance générale,
- Grand livre des immobilisations,
- Balance auxiliaire des fournisseurs
- etc...

de l'Autorité sénégalaise de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire pour réaliser les contrôles ci-dessous :

- s'assurer que toutes les dépenses comptabilisées (immobilisations, autres dépenses, etc..) ont fait l'objet de marchés (lorsque le seuil est atteint)
- s'assurer qu'il n'y a pas eu de fractionnement ;
- s'assurer de l'exhaustivité de la liste des marchés reçue.

Nous n'avons pas de constats spécifiques concernant la comptabilité.

En effet, les décaissements effectués par l'ARSN concernent :

- 1 Les salaires
- 2 Les impôts
- 3 Les cotisations
- 4 Et le fonctionnement

3.2 Constats spécifiques aux marchés revus

3.2.1 Echantillon

- Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par l'Agence de Presse Sénégalaise.
- La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Demande de renseignements et de prix	2	8 998 975	2	8 998 975	100%	100%
TOTAL	2	8 998 975	2	8 998 975	100%	100%

- L'échantillon comprend deux marchés, un marché de fourniture de bureau et consommables pour un montant de 3 999 964 FCFA et un marché d'installation de réseau informatique d'un montant de 4 999 011 FCA.

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

- Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

- Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé dans la liste reçue de l'ARSN, de marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé dans la liste reçue de l'ARSN, de marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par appel d'offres restreint pour la gestion 2014.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles pour la gestion 2014.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur les deux demandes de renseignements et prix passées par l'ARSN pour la gestion 2014. Il s'agit de :

- 1 Installation de réseau informatique d'un montant de 4 999 011 FCFA,
- 2 Achat de fourniture de bureau et consommables d'un montant de 3 999 964 FCFA.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par entente directe pour la gestion 2014.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'avenant sur les marchés passés par l'ARSN pour la gestion 2014.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas relevé de cas de fractionnements.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Les DRP revues n'ont pas fait l'objet de recours.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur l'exécution financière des deux demandes de renseignements et de prix.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Etant donné la nature des DRP (Installation de réseau informatique et achat de fourniture de bureau et consommables), nous n'avons pas pu effectuer le contrôle de matérialité.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL		
1	L'ARSN n'a pas mis en place une Commission des marchés.	Nous recommandons à l'ARSN de mettre en place une Commission des marchés conformément à l'article 35 du CMP et à l'arrêté pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes
2	L'ARSN n'a pas mis en place une Cellule de passation des marchés publics.	Nous recommandons à l'ARSN de mettre en place une Cellule de passation des marchés conformément à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES


L'Autorité sénégalaise de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire n'a jamais fait l'objet de revue de ses procédures de passation des marchés.

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Non applicable.

7. ANNEXES


7.1 Réponses de l'Autorité Contractante



République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

PRIMATURE

CONFIDENTIEL



Autorité Sénégalaise de
Radioprotection et de Sûreté
Nucléaire

Direction générale

TRES URGENT

N°.....0.0.0.5....ARSN/DG jN&S

Dakar le **14 AOUT. 2015**

La Directrice générale

**Objet : Réponse à votre projet de rapport sur l'audit des marchés
ARSN**

Référence V/L n° Nds/dsds/osf/sr-2015-08-268 du 05 aout 2015

Monsieur le Directeur,

J'accuse réception de votre lettre en référence arrivée auprès de mes services le 13 aout 2015.

En réponse, je vous prie de noter que ce document appelle de ma part les observations suivantes.

1. **Dans tout le rapport** : remplacer « Autorité de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (ARSN) » par « Autorité sénégalaise¹ de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (ARSN) » qui est la dénomination officielle.
2. **A la page 7** : Vous citez parmi les diligences effectuées :

« l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ; »

Concernant cette diligence, il me paraît plus conforme de dire que le rapport a été transmis mais pas restitué au niveau de l'ARSN.
3. **A la page 8** : Il est écrit :

« Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes »

Je pense qu'il faut mettre à jour le document sur cet aspect le décret cité a été abrogé et remplacé par le décret 2014-1212 du 22 septembre 2014.

En conséquence les textes subséquents aussi ont connu des modifications.
4. **Page 12** : les seuils de passation des marchés ont évolué.

¹ C'est nous qui soulignons pour attirer votre attention.

.../...

L/14 Scat Urbain Mariste, Espace Résidence Hann 11500 Dakar Téléphone : +221.33.832.55.50 Email arsn@arsn.sn

5. Page 15

Vous affirmez avec raison que :

« 3.1.2 Commission des marchés

L'ARSN n'a pas mis en place une Commission des Marchés en violation de l'article 35 du CMP.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

L'ARSN n'a pas mis en place une Cellule de passation des marchés en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.»

Concernant la Commission des marchés Il est bon de préciser que durant toute l'année 2014 l'ARSN n'a pas eu recours à une procédure de commande nécessitant l'intervention de la Commission des marchés laquelle si elle avait été instituée n'aurait eu aucune activité. Elle sera cependant instituée sans délai pour la forme.

S'agissant de la Cellule de Passation des marchés, le niveau d'effectif de l'ARSN au moment de la mission (une seule personne compétente en matière de passation des marchés) ne permettait pas d'avoir une Cellule de passation des marchés. L'ARSN a proposé le recrutement d'un Chef du Service juridique rattaché au DG qui pourra occuper les fonctions de Chef de la Cellule de Passation des marchés et avoir suffisamment d'indépendance vis-à-vis de la Direction des Ressources humaines et financières chargée de conduire le processus de passation des marchés.

6. Page 16 : Vous affirmez avec raison que :

« 3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

L'ARSN a passé deux demandes de renseignements et de prix et n'a donc pas élaboré de rapports trimestriels, ni de rapport annuel. »

Toutes les dispositions seront prises pour remédier à cette situation.

7. Page 17 : Vous affirmez avec raison que

« 3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

A défaut de budget, l'ARSN n'a pas produit de plan de passation des marchés pour la gestion 2014. »

L'ARSN aurait préféré une formulation plus adaptée à la réalité comme celle-ci :

« A défaut de budget suffisant, l'ARSN n'a pas d'obligation de production de plan de passation des marchés pour la gestion 2014. »

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur**, l'expression de ma parfaite considération. *W*

Monsieur le Directeur de KPMG

83 Boulevard de la République


Immeuble Horizons S.A. 3^{ème} Etage

Téléphone : +221.33.849.27.27

Ndèye Arame BOYE FAYE



7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
 Immeuble Horizons S.A.
 83, Boulevard de la République
 Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
 Télécopie : + 221 33 822 17 02
 NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

Notre réf NDS/DSDS/AK/SR-2015-08-279
Contact Mme Dicko Selly DIOP SECK

Madame Ndèye Arame BOYE FAYE
Directrice de l'Autorité Sénégalaise de
Radioprotection et de Sécurité
Nucléaire(ARSN)
DAKAR-SENEGAL

Dakar, le 17 Août 2015

Objet : Réponse à votre courrier N°0005 ARSN/DG/ en date du 14 Août 2015 relatif à notre projet de rapport sur l'audit des marchés de l'ARSN

Madame la Directrice,

Nous accusons réception de votre courrier référencée N°005 ARSN/DG/NAB en date du 14 Août 2015. Nous vous en remercions et vous prions de trouver ci-dessous nos réponses à vos différentes observations.

Point 1 : nous allons intégrer votre observation relative à ce point.

Point 2 : en ce qui concerne ce point, nous vous confirmons qu'effectivement l'organisation d'une séance de restitution est prévue dans notre approche. Cette restitution a bien eu lieu à la fin de nos travaux, en présence de M. Gueye, notre point focal, de Madame la Directrice Générale de l'ARSN et de Madame Oumou Sidibe FALL, Superviseur de la mission.

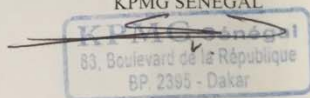
Point 3 : concernant le décret de 2014 – 1212, nous attirons votre attention qu'il a été publié dans le journal officiel N°6812 en date du Samedi 04 Octobre 2014. Tous les marchés passés avant cette date sont donc sous le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.


En outre, nous rappelons que l'année budgétaire se termine en octobre, par conséquent tous les marchés doivent être passés au plus tard durant ce mois.

Point 7 : concernant ce point, nous vous informons que dans le cadre de notre mission, nous n'avons pas à apprécier le caractère suffisant ou pas du budget de l'autorité contractante.

Veuillez agréer Madame la Directrice, l'expression de ma parfaite considération.

Ndiaga SARR
 Senior Partner
 KPMG SENEGAL


 83, Boulevard de la République
 BP. 2395 - Dakar



KPMG Senegal S.A. avec Conseil d'Administration
 Capital : 200000000000 F CFA
 Immatriculé au Registre du Commerce de Dakar

Statut : Société à responsabilité limitée
 Immatriculée au Registre du Commerce de Dakar

Siège social : Dakar, Sénégal
 Adresse postale : Dakar, Sénégal

Capital : 200000000000 F CFA
 Immatriculé au Registre du Commerce de Dakar

Capital : 200000000000 F CFA
 Immatriculé au Registre du Commerce de Dakar